

Geneviève Chêne  
Directrice générale de Santé publique France

à

Monsieur Marcel Calvez  
Professeur de sociologie  
ESO (UMR 6590 CNRS) UFR Sciences sociales  
Place du recteur Henri le Moal -CS 24307  
F-35043 Rennes Cedex

**Dossier suivi par :**  
Direction des Régions

Anne Laporte, Directrice  
Téléphone : 01 41 79 68 42  
Courriel : [anne.laporte@santepubliquefrance.fr](mailto:anne.laporte@santepubliquefrance.fr)

Franck Golliot, Directeur adjoint  
Courriel : [franck.golliot@santepubliquefrance.fr](mailto:franck.golliot@santepubliquefrance.fr)

Références : DIRE 2019-E113  
N° chrono DG : DIRE-19-D-0520

Saint-Maurice, le **12 DEC. 2019**

**Objet : Lettre de mission pour la coordination de l'approche participative dans le cadre des enquêtes santé à la suite de l'incendie des entreprises Lubrizol et Normandie Logistique (Rouen).**

Monsieur le Professeur,

Santé publique France a été saisi le 8 octobre 2019 par le Ministère de la santé pour proposer une méthodologie d'étude afin d'évaluer l'impact sur la santé, à moyen et long terme, des personnes exposées durant et après l'incendie, à différentes nuisances, stress, sentiment d'insécurité ainsi qu'à des risques sanitaires potentiels liés à la propagation de substances chimiques dans l'environnement.

Nous avons répondu à cette saisine en proposant quatre approches différentes et complémentaires : une étude en population générale de santé déclarée (impact à court et moyen terme) ; un suivi à moyen et long terme de l'état de santé, à travers une analyse à intervalles réguliers d'indicateurs de santé ; une méthodologie pour le suivi longitudinal de la santé des salariés des deux entreprises et des professionnels intervenus sur site lors de l'incendie ; une étude d'imprégnation qui sera réalisée en fonction des résultats environnementaux auprès des populations les plus exposées (biosurveillance).

Concernant l'enquête en population, une proposition d'approche participative a été faite auprès de la Commission de la transparence et du dialogue (CTD), rassemblant les parties prenantes, mise en place par le préfet de Seine Maritime. Les objectifs de cette approche participative sont de partir des questions que se posent les personnes concernées et de les associer à la construction de l'enquête et à l'analyse des résultats. Un groupe de travail « santé » issu de la commission de transparence et du dialogue, qui comprend des représentants de toutes les parties prenantes et des représentants de personnes concernées est en cours de constitution. Ce groupe de personnes volontaires, sera associé à toutes les phases de réalisation de l'enquête en population (de l'élaboration du protocole et questionnaire à l'interprétation des données).

Nous connaissons les difficultés d'une telle organisation pour obtenir des débats constructifs et dépasser les incompréhensions entre scientifiques et citoyens. Nous connaissons aussi vos travaux et votre expérience de sociologue et nous savons que votre compréhension de l'expertise épidémiologique et votre capacité à appréhender la diversité des points de vue, contribueraient à assurer un dialogue constructif entre les parties prenantes et les scientifiques de Santé publique France.

C'est pourquoi, nous souhaitons vous confier la mission de coordination du groupe de travail « santé » issu du CTD, qui sera amené à co-construire avec les parties prenantes cette approche participative.

Cette mission représente des réunions à Rouen en présentiel avec les parties prenantes, des réunions téléphoniques avec l'équipe de Saint-Maurice. Une première réunion devrait être organisée si possible en décembre 2019, tenant compte de votre emploi du temps d'enseignant-chercheur, d'autres suivront en 2020. Santé Publique France prendra en charge vos frais de mission, ainsi que l'organisation des réunions et la prise de notes.

Nous sommes très soucieux d'une meilleure prise en compte de l'avis des citoyens et parties prenantes pour la réalisation de nos enquêtes et leurs préconisations, aussi cette mission est très importante pour nous. Elle l'est encore plus dans un contexte d'inquiétudes fortes des populations et de leurs attentes sur l'évaluation des effets potentiels de l'incendie sur leur santé.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, veuillez croire, Monsieur le Professeur, à mes sincères salutations.



Geneviève Chêne  
Directrice générale de Santé publique France

Destinataires en copie :

Anne Laporte, Directrice, Direction des Régions, Santé publique France,  
Yann Le Strat, Directeur appui, traitements et analyses de données, Santé publique France,  
Valérie Derrey, Directrice de la communication par intérim, Santé publique France.